



Déclaration de la Commission exécutive confédérale

N'opposons pas les misères, combattons-les !

La France, 6^{ème} puissance économique mondiale, n'aurait pas les moyens de traiter dignement ses populations les plus fragiles, comme celles qui cherchent l'accueil pour des questions économiques, politiques, familiales, de survie... parce qu'elles fuient les guerres.

Nous assistons actuellement à des débats nauséabonds et populistes dont la violence des propos, à l'encontre des plus fragiles socialement, attise les tensions sociales et tente de mettre en opposition les populations.

Par nature, notre société n'est pas violente, ce sont les discours et les actes politiques qui déterminent sa nature. La Direction confédérale de la CGT réaffirme le besoin de mettre au cœur des débats et des enjeux de la période la question de l'humain et de la dignité humaine.

Comment admettre et tolérer que notre pays, à l'histoire sociale riche de sa capacité d'accueillir et d'intégrer de tout temps des populations venues chercher en France un avenir meilleur ou échapper au massacre dans son propre pays, ne soit plus en capacité, aujourd'hui, d'y répondre avec dignité ?

Comment admettre l'effroyable réalité des 3800 morts en mer Méditerranée en 2016 qui viennent s'ajouter à ceux de ces dernières années, faisant de la Méditerranée un véritable charnier ?

Oui, les conditions d'accueil des migrants sont intolérables, elles sont indignes de la France !

Oui, les conditions de vie et de survie de plus de 9 millions de personnes vivant sous le seuil de pauvreté en France sont tout aussi intolérables !

La direction nationale de la CGT condamne sans réserve, et avec la plus grande fermeté, celles et ceux qui opposent la question de la pauvreté, de la misère sociale avec celle de l'accueil des migrants dans des conditions dignes.

Ce ne sont pas les migrants qui augmentent la précarité et la misère, bien au contraire. Toutes les études économiques le démontrent : l'accueil de nouvelles populations renforce systématiquement l'économie du pays d'accueil et cela de façon pérenne.

La précarité et la misère sont les conséquences des politiques publiques portées par les gouvernements successifs ces dernières années. Elles trouvent leur prolongement au niveau européen. C'est aussi le fruit des politiques menées dans le monde du travail et dans les choix de gestion des entreprises du secteur public ou privé.

Remettre en cause notre modèle social, détruire les services publics, réduire le nombre de fonctionnaires, supprimer des dotations en direction des collectivités territoriales, supprimer des subventions au milieu associatif, amputer les budgets

dédiés aux activités sociales et culturelles, ne pas augmenter les salaires, augmenter la précarisation du salariat, maintenir un haut niveau de chômage... sont autant de choix politiques qui génèrent la précarité et la misère sociale, ce sont ces choix que nous dénonçons et combattons quotidiennement.

Opposer ceux qui travaillent avec ceux qui cherchent un emploi, les Français et les étrangers, les actifs et les retraités, ceux qui vivent sur le territoire et ceux qui y cherchent asile, les pauvres et les miséreux... est une stratégie politique bien connue qui ne sert qu'un objectif, celui de détourner l'attention des véritables causes d'une crise entretenue au seul bénéfice du capital. Dans le même temps, les inégalités se creusent, les profits n'ont jamais été aussi importants, les dividendes versés aux actionnaires plus indécents, les rémunérations des dirigeants aussi exorbitantes.

La direction nationale de la CGT appelle l'ensemble de ses adhérents et de ses organisations à porter le débat auprès des salariés, des chômeurs, des étudiants et des retraités, dans leur entreprise, leur lieu de travail et lieu de vie, afin de combattre les propos nauséabonds qui tentent de monopoliser le débat public et de porter une autre voix : celle du sens de l'humain et du respect de la dignité de chacune et chacun !

Montreuil, le 2 novembre 2016